

Maj 07/11/2024 17:43



SERVICE DE GARDIENNAGE ET DE SECURITE DES MANIFESTATIONS POUR LES BESOINS DE LA COMMUNE DE CAVALAIRE SUR MER ET DE LA SPL MAURES EVENEMENTS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

2	0	2	4
---	---	---	---

1	7
---	---

P	A
---	---

Les stipulations de l'arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du CCAG-Fournitures Courantes et de Services sont applicables au présent marché. Le marché prévoit de déroger à certains articles du CCAG-FCS. Le dernier article du présent document contient la liste récapitulative des articles auxquels il est dérogé.

1 - OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent une prestation de gardiennage et de sécurité des manifestations pour les besoins de la Commune de Cavalaire sur Mer et de la SPL Maures Evenements.

Afin de répondre aux impératifs résultant de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, la ville souhaite faire intervenir un prestataire privé de sécurité et de gardiennage, selon les modalités énoncées dans la note de la Préfecture du Var en date du 2 août 2016.

Les prestations incluent un service de sécurité et de gardiennage pour les besoins de la commune de Cavalaire-sur-Mer et de la SPL Maures Evénements, dans le cadre d'événements et d'animations de nature culturelle, sportive ou festive, en pleine rue ou en intérieur, diurnes ou nocturnes, organisés par la Commune de Cavalaire-sur-Mer ou par ses structures satellites.

Code CPV principal :

79710000-4 Services de sécurité

79713000-5 Services de gardiennage

79714000-2 Services de surveillance

En application de l'article L.2113-6 du Code de la Commande Publique, un groupement de commande a été constitué entre la commune de Cavalaire-sur-Mer et la Société Publique Locale (SPL) Maures Événements, ayant comme coordonnateur la commune de Cavalaire-sur-Mer, selon une convention constitutive du 3 octobre 2024 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°107/2024_06_19 en date du 19 septembre 2024.

Chaque entité membre du groupement de commandes exécutera le marché pour ses propres besoins.

2- FORME ET DESCRIPTION DU MARCHE

Le présent marché est établi conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment le livre VI du code de la sécurité intérieure (articles L611-1, L613-2 et L613-3 ainsi que la loi N°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés, et notamment le titre II : dispositions relatives au secteur de la sécurité privée.

2.1 ALLOTISSEMENT

L'objet de la consultation ne permettant pas l'identification de prestations distinctes le présent marché n'est pas décomposé en lots, conformément à l'article L2113-10 du Code la Commande Publique.

2.2 FORME

Le marché est passé suivant une procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1 et 4 du Code de la Commande Publique.

La technique particulière d'achat est un accord cadre mono attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, selon les dispositions des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les prestations sont susceptibles de varier dans les limites suivantes :

- Montant total minimum du marché : **28 000 € HT**
- Montant total maximum du marché : **220 000 € HT**

2.3. CONDITIONS D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées à Cavalaire-sur-Mer.

Elles seront définies au moyen de bons de commande qui comporteront :

- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date du marché,
- Numéro et date du bon de commande,
- Adresse d'exécution de la prestation,
- Adresse de facturation,
- Nature et description détaillée de la prestation (lieux, début/fin, date)
- Prix unitaires appliqués,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 1 an.

2.4. Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.5. Tranches optionnelles

Le marché ne prévoit pas de tranche optionnelle.

2.6. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un marché concernant des prestations similaires conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

3. DUREE ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

3.1 DUREE

Le présent marché prend effet à compter de la réception par le titulaire de la notification en e-LR avec AR sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr> , pour une durée totale de QUATRE (4) années.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par l'envoi d'un courrier en recommandé avec avis de réception, en respectant un préavis de 3 (trois) mois.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché toutes reconductions confondues. Ils pourront toutefois s'exécuter au-delà de cette échéance.

3.2 MODALITES

Le titulaire sera tenu de respecter scrupuleusement les modalités d'exécution sur lesquels il s'engage. Des rencontres entre le titulaire et l'acheteur pourront être organisées afin d'échanger sur le déroulement des prestations et de s'assurer de la bonne exécution du contrat.

Les missions seront précisées au cas par cas et seront conformes aux dispositions du Code de la Sécurité Intérieure et notamment sa section 1. A titre indicatif, les missions ciblent :

- Mission de gardiennage
- Mission de surveillance
- Mission de protection de personnes
- Agent disposant d'un diplôme de Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes - S.S.I.A.P. 1 pour des missions d'intérieurs
- Mission de conseil

Il sera également attendu du titulaire qu'à la faveur de son expertise il informe ou alerte le pouvoir adjudicateur sur d'éventuelles spécificités ou exigences tant d'un point de vue technique que du point de vue juridique.

4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

4.1 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de remise des offres :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG), document général fixant les conditions administratives applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au jour de la notification du marché.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

NOTA : Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, de tous textes administratifs communautaires, nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché. Les erreurs, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans les prix des prestations ne pourront, en aucun cas, modifier les prix portés dans l'acte d'engagement.

4.2 PIECES PARTICULIERES

Par dérogation aux stipulations de l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont les seuls exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font foi :

- L'Acte d'Engagement (AE) daté et signé par le candidat et la personne publique. **L'Acte d'Engagement est établi en un seul original dont l'exemplaire conservé par la personne publique fait seul foi.**
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) daté par le candidat
- Le mémoire technique du titulaire (MT) daté
- Les bons de commande
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs
- Les annexes relatives aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres, le cas échéant
- Les annexes relatives à la mise au point du marché (OUV11), le cas échéant
- Les avenants intervenant en cours de marché, le cas échéant.

4.3 PIECES NON CONTRACTUELLES

- Devis Quantitatif Estimatif (DQE)

5. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les spécifications techniques devront être conformes aux prescriptions de Cahier des Clauses Techniques particulières. Les prestations devront être conformes aux normes applicables en France ou à des normes en vigueur dans un autre état membre de l'Union Européenne transposant les normes européennes.

6. PENALITES

6.1 PENALITES DE RETARD

6.1.1 Remplacement d'un agent

En cas de non respect du délai indiqué dans l'acte d'engagement pour pourvoir au remplacement d'un agent défaillant, refusé par la Préfecture ou à une absence de dernière minute, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité de **100 euros** sera appliquée.

Nonobstant l'application des pénalités, ce manquement pourra également conduire à la résiliation du marché pour faute du titulaire.

6.1.2 Fourniture des agréments à la Préfecture

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas d'absence de transmission des agréments (pour la société et pour le personnel) à fournir à l'acheteur dans les délais indiqués dans le CCTP, une pénalité de **50 euros par jour calendaire de retard** sera appliquée.

6.1.3 Liste nominative des agents avec copie de la carte professionnelle et une pièce d'identité (article 3 du CCTP)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lors de manifestations soumises à une déclaration en Préfecture, en cas de non remise de la liste nominative des agents avec copie de leur carte professionnelle et de leur pièce d'identité, au plus tard 5 semaines avant la date prévue des manifestations, une pénalité de **50 euros par jour calendaire de retard** sera appliquée. Au delà d'un délai de 7 jours de retard, outre le montant des pénalités applicables, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

Les pénalités de retard sont exigibles dès le premier euro, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

6.2 PENALITES POUR DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En cas de non-respect des conditions d'exécution prévues au présent marché, le titulaire se verra appliquer des pénalités pour manquement.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes s'appliquent.

Nonobstant l'application des pénalités, les manquements en termes de délai et de ponctualité pourront également conduire à la résiliation du marché pour faute du titulaire.

6.2.1 Comportement et règles déontologiques

En cas de défaillance d'un agent en terme de ponctualité, confidentialité, comportement et en règle générale, en cas de manquement au Code de déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité annexé au décret n°2012-870 du 10 juillet 2012, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité de **100 euros** sera appliquée.

Le pouvoir adjudicateur pourra, outre cette pénalité, exiger du prestataire le remplacement de l'agent.

6.2.2 Exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de :

- Non présentation d'un agent à l'heure prévue pour le démarrage de la mission,
- Départ inopiné d'un agent en service pendant l'exécution de la prestation,
- Non respect des consignes établies par le pouvoir adjudicateur,
- Non respect des prescriptions indiquées dans le CCTP

une pénalité forfaitaire de **100 euros** sera appliquée.

6.2.3 Tenue vestimentaire, identification, moyens de communication et moyens matériels

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de :

- tenue vestimentaire non appropriée et/ou manque d'insignes
- absence de carte professionnelle
- absence de moyens de communication,
- utilisation des systèmes de communication à des fins personnelles

- absence de moyens matériels nécessaires à l'exécution de la mission
- présence sur le site de personnel non autorisé par la Préfecture au cas de manifestation soumise à une déclaration préalable en Préfecture

une pénalité de **100** euros par manquement sera appliquée.

6.2.4 Situation de la société en cours d'exécution du marché

En cas de retard dans la remise des documents et attestations relatifs au contrôle de la situation de la société en cours d'exécution du marché et visés à l'article 11 du présent CCAP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par semaine de retard.

6.3 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

En cas d'application de pénalités, le titulaire pourra présenter ses observations sous 15 jours à compter de l'envoi du courriel l'informant de ces pénalités.

7. PRIX ET REGLEMENTS

7.1 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont traités à prix unitaires et sont établis hors TVA.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires en vigueur aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, telles que la contribution sur les activités privées de sécurité prévue par l'article 1609 quinquies du Code Général des Impôts.

Ils comprennent également tous les frais afférents au prix horaire de la main-d'œuvre, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu d'exécution de la prestation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les frais de restauration ou d'hébergement, le cas échéant, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aucune facturation supplémentaire ne pourra être effectuée pour la main d'œuvre, les déplacements, la restauration, l'hébergement ou tout autre raison.

7.2 VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Conformément à l'article R.2112-9 du Code de la Commande Publique, les prix sont fermes la première année d'exécution du marché.

7.2.1 Modalités de la révision

Le marché est conclu à prix révisables. Les prix de base du marché seront révisés chaque année, à la date anniversaire du marché (c'est-à-dire à la date de réception par le titulaire de la notification en e-LR), en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = 0.15 + (0.85 P_o \times S/S_o)$$

P : Prix révisé au début de chaque année civile

P_o : Prix initial du marché public, indiqué dans le Bordereau des Prix Unitaires et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo)

S_o : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée - Prix de marché – Base 2015 (mois zéro)
Index 010546195

S : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée - Prix de marché – Base 2015
dernier indice définitif publié à la date de révision Index 010546195

Les valeurs des index sont publiées auprès de l'INSEE. Les indices provisoires ne seront pas retenus.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième.

7.2.2 Clause de préavis

Le titulaire du marché s'engage à faire connaître à l'acheteur ses nouveaux prix (bordereau des prix unitaires), un mois avant la date anniversaire du marché. Passé cette date, le titulaire est réputé maintenir ses prix pour la nouvelle période d'exécution du marché.

La personne publique dispose alors d'un délai de 14 jours pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, les prix révisés seront réputés acceptés par l'acheteur.

7.2.3 Clause de réexamen

Pour faire face à des circonstances imprévues au sens défini à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique, les parties peuvent convenir d'une modification des conditions financières ou de la durée du contrat sans nouvelle mise en concurrence, dans les conditions prévues à l'article L.2194-1 du Code de la Commande Publique.

Le montant de la modification ne pourra excéder 50 % de la valeur du contrat initial.

Les modifications apportées au contrat initial feront l'objet d'un avenant au contrat initial, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS.

7.3 ADJONCTION DE PRIX UNITAIRES

En cours de marché, des prix unitaires pourront être ajoutés au BPU.

De même, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives pourront être demandées par l'acheteur, le remplacement ou l'ajout de matériels pourront être apportés à condition que ces prestations ne changent pas l'objet du marché ou ne modifient pas substantiellement les prescriptions initiales indiquées lors de la mise en concurrence.

7.4 MODALITES DE REGLEMENT

7.4.1 Présentation des demandes de paiement

Les mémoires afférents aux paiements et correspondant à chaque bon de commande seront rédigés en langue française et devront comporter :

- ☒ La référence du bon de commande,
- ☒ Date d'émission de la facture et numéro unique
- ☒ Désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- ☒ Numéro du bon de commande
- ☒ Les références, les prix unitaires H.T, les quantités
- ☒ La date de livraison, ou de la prestation.
- ☒ Montant total de la facture

Les montants sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date de leur établissement.

Les prestations commandées par la SPL Maures Evénements devront faire l'objet d'une facturation séparée, et seront adressées directement à la SPL Maures Evénements, qui en supportera la charge financière.

SPL MAURES EVENEMENTS
109 Avenue Gabriel Péri
83240 CAVALAIRE-SUR-MER
SIRET N° 92529129600018.

Pour toute information complémentaire le titulaire pourra s'adresser à la Direction des Finances à l'adresse suivante :

Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Service Financier
109 rue Gabriel Péri
CS 50150
83240 CAVALAIRE-SUR-MER
04 94 00 48 00
olivier.vasseur@cavalaire.fr

Il est exigé que les factures soient envoyées uniquement après exécution de la totalité des prestations de chaque bon de commande.

7.4.2 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

7.4.3 Dématérialisation des factures

En application des dispositions de la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014, de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 et de l'arrêté d'application du 9 décembre 2016, relatifs au développement de la facturation électronique, les factures seront transmises de manière électronique via la plateforme Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour de plus amples informations, le titulaire pourra se rendre à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/entreprises/marches-publics-facture-electronique>

7.4.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

7.4.5 Paiements

Les prestations commandées seront réglées après constatation du service fait et **après réception par le pouvoir adjudicateur du compte-rendu daté et signé de la mission exécutée** et selon les prix figurant au Bordereau de Prix Unitaires.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les prestations seront réglées par mandat administratif. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours calendaires à dater de la réception de la facture acceptée sans réserve, selon l'article R. 2192-10 du Code de la Commande Publique.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par l'article L.441-10 du Code de Commerce.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux de ces intérêts est défini dans l'article R. 2192-31 du Code de la Commande Publique.

Selon l'article R. 2192-35 du Code de la Commande Publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire, pour frais de recouvrement, de 40 euros.

En cas d'interruption du délai de paiement, les articles R2192-27 à R2192-30 du Code de la Commande Publique sont applicables au présent marché.

7.5.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le déclenchement des délais de paiement est régi par les articles R2192-12 à R2192-21 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R2192-31, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Les dispositions prévues aux articles R2192-32 à R2192-36 du Code de la Commande Publique

sont applicables.

En cas d'interruption du délai de paiement, les articles R2192-27 à R2192-30 du Code de la Commande Publique sont applicables au présent marché.

7.5.7 Retenue de garantie ou cautionnement

Il n'est pas prévu de retenue de garantie ou cautionnement.

7.6 AVANCE

Si les conditions des articles R. 2191-3 et suivants et R2191-16 et suivants du code de la commande publique sont remplies, une avance sera accordée.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option B s'appliquera.

7.7 SURETE

Sans objet.

8. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 LIEU

Les prestations seront exécutées sur la commune de Cavalaire-sur-Mer, en pleine rue ou en intérieur.

8.2 CONTENU DES PRESTATIONS

Les agents devront d'une manière générale :

- Assurer le service d'ordre général : assurer le filtrage et le contrôle des entrées, veiller au bon déroulement des manifestations
- Assurer la sécurité des personnes, des biens meubles et immeubles
- Veiller à la prévention de tous types de risques et acte de malveillance
- Tenir les registres de compte rendu de la mission

Cette liste n'est pas exhaustive. Les missions seront précisées au cas par cas. A titre indicatif, les missions ciblent :

- Mission de gardiennage
- Mission de surveillance
- Agent disposant d'un diplôme de Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes - S.S.I.A.P. 1 pour des missions d'intérieurs

Les prix indiqués au BPU sont réputés tenir compte de l'ensemble de ces prestations.

8.3 MISE EN OEUVRE

Pour toutes ces missions, le titulaire du marché s'engage au respect des obligations régissant ses activités et à la mise à disposition de personnel qualifié et expérimenté.

8.3.1 A la notification du marché

Dès la notification du marché, une réunion de coordination sur site ou en visio sera organisée entre le titulaire ou ses représentants et l'administration et le titulaire désignera une ou plusieurs personnes physiques, qui sera(ont) le (ou les) interlocuteur(s) de référence pour la conduite des prestations. Si, au cours de l'exécution du marché, une de ces personnes n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. La proposition de remplacement doit se faire à compétence au moins égale.

Dans les 10 jours calendaires suivant la notification du marché, le titulaire devra communiquer au pouvoir adjudicateur la liste et les fiches signalétiques (nom, date de naissance, photo, ancienneté dans la société) des agents susceptibles d'intervenir pour le compte du pouvoir adjudicateur. Le titulaire veillera à mettre à jour cette liste aussi souvent que nécessaire.

8.3.2 Personnel

Le titulaire doit rester joignable 24h / 24h en semaine, le week-end et les jours fériés.

Le titulaire s'engage à mettre exclusivement à disposition de l'acheteur des agents dont la certification est conforme aux exigences de recrutement fixées par la législation en vigueur et notamment l'arrêté du 27 juin 2017 portant cahier des charges applicable à la formation initiale aux activités privées de sécurité et l'arrêté du 2 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur (Certificat de Qualification Professionnelle d'Agent de Prévention et de Sécurité, Certificat de Qualification Professionnelle d'Agent de Sécurité Cynophile, Certificat de Qualification Professionnelle d'Agent de Prévention et de Sécurité Incendie et d'assistance à Personnes).

Pour chaque prestation, le titulaire s'engage à faire respecter l'obligation de réserve à ses agents.

D'une façon générale, chaque prestation sera exécutée conformément aux consignes particulières établies par le pouvoir adjudicateur. Ces consignes pourront être modifiées en cours de mission, à condition qu'elles n'entraînent pas un changement de la qualification du personnel affecté à la mission.

Les agents du titulaire affectés à une mission devront se présenter sur le lieu d'exécution de la prestation à l'heure déterminée, vêtus de leur tenue réglementaire et équipés du matériel nécessaire à l'exécution de la mission, afin de démarrer la mission à l'heure prévue.

Ils devront disposer d'une tenue entretenue, appropriée et adaptée à la saison, et permettant leur identification conformément à l'article L613-4 du Code de Sécurité Intérieure. Ils devront également être équipés par le titulaire d'un moyen de communication adéquat et en parfait état de fonctionnement.

8.3.3 Préalablement à l'exécution de la mission

Avant chaque prestation, le titulaire devra désigner un agent responsable de l'encadrement, qui sera chargé du suivi de la bonne exécution de la prestation et d'une manière générale de

l'application des clauses du présent marché. Cette personne devra être équipée des moyens de communication adéquats pour pouvoir être contactée à tout moment.

Préalablement à l'exécution des prestations, le titulaire et la ville de Cavalaire-sur-Mer conviendront d'une réunion afin de permettre de déterminer précisément les besoins organisationnels spécifiques à la prestation. Lors de ce rendez-vous le titulaire pourra, notamment, procéder à un repérage des lieux, et prendre connaissance des consignes particulières liées à la mission établies par le pouvoir adjudicateur. Au cours de cette réunion, le titulaire, en sa qualité de conseil, pourra proposer une méthodologie d'exécution de la prestation qui pourra servir de base à l'établissement du bon de commande par l'acheteur.

Pour les manifestations soumises à une autorisation préfectorale, le titulaire devra transmettre à la commune **au plus tard 5 semaines avant la date de la manifestation** et conformément à la réglementation en vigueur la liste nominative des agents qu'il envisage de mobiliser pour cette manifestation, accompagnée de la carte professionnelle CNAPS et d'une pièce d'identité de chaque agent mentionné sur la liste et, le cas échéant, la copie du carnet de vaccination du ou des chiens pour les agents cynophiles.

Dans le cas d'une commande dans un délai inférieur à 30 jours, ces documents seront obligatoirement présentés dans les 72 heures suivant la commande.

Si dans l'intervalle, le remplacement de certains agents prévus doit être effectué par le titulaire (défaillance de l'agent, refus de la préfecture ou autre), le titulaire devra avoir procédé à la mise à jour définitive de la liste de ses agents affectés et avoir transmis à la commune la liste modifiée accompagnée de la carte professionnelle CNAPS et d'une pièce d'identité de chaque nouvel agent mentionné sur la liste **au plus tard 48 heures avant le début de la prestation, délai de rigueur**.

Dans le cas contraire, des pénalités s'appliqueront, conformément aux dispositions de l'article 6 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

8.3.4 Exécution de la mission

La pause méridienne s'inscrira dans le cadre légal du Code du Travail et de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985. L'agent ne devra en aucun cas quitter le site géographique sur lequel il intervient pour prendre cette pause. La continuité de la prestation devra être assurée de l'heure de début à l'heure de fin déterminées lors de la commande.

Les changements de poste (noms des agents entrant / sortant, heure de début/fin de service) seront consignés sur le compte-rendu d'intervention qui sera remis au pouvoir adjudicateur dans un délai de 7 jours calendaires suivant la prestation (Article 4.3 du CCTP).

Le titulaire devra disposer d'un effectif qualifié et expérimenté suffisant permettant de répondre à plusieurs missions simultanées (missions de gardiennage, surveillance, sécurité...) et de pourvoir à tout remplacement d'urgence afin de ne pas compromettre le bon déroulement des manifestations prévues.

Le titulaire devra s'assurer que le personnel affecté aux prestations adopte un comportement exemplaire, notamment en termes de ponctualité et de confidentialité.

En cas de manquement en la matière, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire le remplacement d'un agent. En cas de récidive ou si le remplacement de l'agent n'est pas effectué par le titulaire, des pénalités pourront être appliquées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser un agent avec lequel il aurait précédemment rencontré des difficultés. Il en informera par écrit le titulaire.

Dans le cadre des missions cynophiles, tous les chiens affectés à l'exécution devront avoir reçu une formation appropriée et être pris en charge par des agents spécialisés. Ils devront être tenus en laisse, porter une muselière et être à jour de leurs vaccinations.

Tout incident survenant au cours de l'exécution d'une prestation devra être signalé sans délai au pouvoir adjudicateur par le titulaire et fera l'objet d'un rapport d'incident, conformément à l'article 4.3 du CCTP.

En cas de défaillance d'un agent à la dernière minute, afin de garantir le bon déroulement de la manifestation, le titulaire devra prendre toutes dispositions permettant de pourvoir dans les meilleurs délais à son remplacement par un agent titulaire d'une carte professionnelle et autorisé par la préfecture. **Ce délai sera précisé par le candidat dans l'Acte d'Engagement et par conséquent engagera le candidat pendant la durée d'exécution du marché.**

Dans le cas contraire, des pénalités s'appliqueront.

8.4 SUSPENSION DES PRESTATIONS

Lors de la survenance de circonstances imprévisibles au sens défini à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique, une suspension (totale ou partielle) des prestations du marché pourra être prononcée conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-FCS.

9. CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE

9.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Chaque prestation donnera lieu à des opérations de vérification quantitative et qualitative, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Ces opérations de vérifications ont pour objet de contrôler la conformité entre la réalisation de la prestation et les spécifications du marché conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Elles sont effectuées à la réception du compte-rendu de mission signé par le prestataire, qui doit être transmis au pouvoir adjudicateur à l'issue de chaque prestation.

Les prestations pourront faire l'objet de contrôles inopinés à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

9.2 ADMISSION

Suite aux vérifications, les décisions d'admission sont tacites par dérogation à l'article 30 du CCAG Fournitures courantes et services - Arrêté du 30 mars 2021 publié au JOFR du 1er avril 2022. Les décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur.

10. DEFAILLANCE

10.1 REFACTION, AJOURNEMENT, REJET

Les décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur.

L'acheteur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de 5 jours ouvrés, par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS.

10.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire défaillant. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

10.3 RESILIATION

La personne publique peut résilier le marché selon les dispositions des articles 38 à 45 du C.C.A.G-FCS.

En revanche, par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG FCS, les dispositions suivantes s'appliquent :

Résiliation pour faute du titulaire :

Par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, la personne publique contractante se réserve le droit de résilier le marché en cas de non-respect par le titulaire de l'une de ses obligations contractuelles, après mise en demeure préalable.

Résiliation unilatérale :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la personne publique contractante se réserve le droit, pour un motif d'intérêt général, de résilier le marché en l'absence de toute faute du titulaire. La personne publique notifiera sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception postal sans mise en demeure. Le titulaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement.

Effet de la résiliation :

Les commandes reçues par le titulaire avant la date d'effet de la résiliation du marché seront honorées, quelles que soient les dates d'exécution des prestations effectives.

La résiliation met fin aux relations contractuelles à compter de la date fixée dans le courrier de résiliation ou bien à compter de la date de réception du courrier de résiliation par le titulaire si aucune date n'est précisée.

En outre, la personne publique contractante pourra demander au titulaire réparation des préjudices qu'il a subis du fait de la résiliation.

11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les agents intervenant au titre du marché devront obligatoirement disposer d'un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP).

Le titulaire est responsable de la qualification, de la formation et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout personnel intervenant pour ce marché devra pouvoir être vérifiée à tout moment par le pouvoir adjudicateur.

L'entreprise prestataire devra être en conformité avec les dispositions légales et réglementaires encadrant ses interventions dans les dispositifs de sécurisation mis en place par la commune.

Le prestataire est, de manière générale, garant de l'application des obligations réglementaires régissant ses interventions et de leur actualisation au fil de l'exécution du présent marché.

11.1 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CLAUSES SOCIALES

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre : les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail, une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

11.1.1 Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent

être rédigés en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

11.2 PROTECTION ENVIRONNEMENT, SECURITE, SANTE

En application de l'article 7 du CCAG-FCS, Le titulaire devra veiller à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

11.3 REPARATION DOMMAGES

En application de l'article 8 du CCAG-FCS les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

11.4 ASSURANCES

Conformément à l'article 8.3 du CCAG-FCS le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris le recours des voisins.

Le titulaire devra contracter les assurances spécifiques et générales inhérentes à son activité, et permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causé par l'exécution des prestations, comme le prévoient les dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS. Il devra être à tout moment durant l'exécution du marché et sur demande de l'acheteur, en mesure d'en produire le justificatif.

L'ensemble du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci.

En cas de défaut d'assurance constatée par l'acheteur public, celui-ci se réserve la possibilité de résilier le marché, sans indemnité à la charge exclusive du titulaire.

11.5 SOUS-TRAITANCE

Compte tenu du type de prestations faisant l'objet du présent marché, le pouvoir adjudicateur souhaite que les prestations soient effectuées par le titulaire.

La sous-traitance ne pouvant toutefois être refusée, dans l'éventualité où le titulaire souhaite recourir à un sous-traitant, il devra s'assurer que celui-ci présente les garanties suffisantes requises pour le présent marché, et demeurera pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Il est rappelé aux candidats que tout recours à la sous-traitance devra être conforme aux dispositions de l'article L612-5-1 du Code de la Sécurité Intérieure.

11.6 PRINCIPE D'EGALITE, DE LAICITE ET DE NEUTRALITE

Conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. A ce titre, il veillera à ce que

les agents sur lesquels il exerce un pouvoir hiérarchique, ou ses éventuels sous-traitants se conforment à ces obligations.

11.7 PRINCIPE D'EXCLUSIVITE

Conformément à l'article 612-2 du code de la sécurité intérieure qui prévoit que l'exercice d'une activité de sécurité privée est « exclusif » de toute autre prestation de services non liée à la surveillance, au gardiennage ou au transport de fonds, le titulaire du marché ou ses éventuels sous-traitants sont soumis au principe d'exclusivité imposé par leur profession.

12. EXEMPLAIRE UNIQUE OU CERTIFICAT DE CESSIBILITE

L'acheteur remet au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dument signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché public, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

13. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Conformément aux dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

En application de l'article 5.2 chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

14. MODIFICATION EN COURS DE MARCHE

Toute modification intervenant en cours d'exécution du marché donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

Au cas où de nouvelles dispositions réglementaires interviendraient en cours de marché, elles feront l'objet d'un avenant modifiant les dispositions initiales du marché.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- ✓ Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- ✓ A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- ✓ A sa raison sociale ou à son siège social ;
- ✓ Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- ✓ Aux intervenants pour les opérations de maintenance.

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

15. LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, les différends se régleront en application de l'article 46 du CCAG-FCS auprès du tribunal administratif de Toulon qui sera seul compétent :

5 rue Racine

CS 40510

83041 Toulon cedex 9

Téléphone : 04 94 42 79 30

URL : <http://www.telerecours.fr>

Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Site internet : <http://toulon.tribunal-administratif.fr/>

Le recours à une conciliation amiable préalable entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché est obligatoire.

A cet effet et conformément aux dispositions des articles R2397-1 et suivants du Code de la Commande Publique, ces derniers devront avoir recours aux Comités Consultatifs de Règlement Amiable afin de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable aux éventuels différends et litiges nés du marché.

16 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Article du CCAG-FCS	Nature de la dérogation
4.1	Pièces contractuelles – Ordre de priorité
14.1.1	Pénalités de retard
14.1.3	Exonération des pénalités
30.2.1	Admission

30.2.1	Ajournement
41 et 42	Résiliations